

L'urgence d'une politique de ré-industrialisation et de développement de l'emploi

Le travail n'est pas la source de la crise !

Patronat et gouvernement mettent sur le dos de la crise les restructurations, les licenciements, les fermetures, les délocalisations des activités.

Ils veulent faire oublier que les choix de ces dernières années qui ont privilégié la rentabilité et le niveau des dividendes aux actionnaires. Ils veulent dissimuler que ces décisions ont nourri une récession sociale avec un écrasement du niveau des salaires, comme des qualifications, une précarisation de l'emploi, une dégradation des conditions de travail.

Des centaines de milliers de salariés subissent des périodes de chômage partiel, se voient contraints de prendre des jours de congés, de RTT. Les directions proposent d'utiliser le budget formation professionnelle et le DIF dans ce cadre !

Dans le même temps les plans de licenciement se multiplient préconisant les salariés, leurs familles, leurs conditions de vie. Le chômage ne cesse d'augmenter touchant plus particulièrement les jeunes, les CDD, les intérimaires.

Les employeurs prennent le prétexte de cette situation économique et sociale pour accélérer les restructurations au nom de la compétitivité et de la rentabilité financière.

Pourtant, chaque emploi supprimé dans l'industrie c'est une perte de savoir-faire, de la qualification indispensable pour l'avenir et le développement économique et social.

Pour sortir de cette situation, il y a nécessité d'un véritable plan de relance.

La crise n'est pas pour tout le monde, au regard des entreprises du CAC 40 qui réalisent 59 milliards d'euros de profits avec 35.5 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires.

Il est urgent d'arrêter l'hémorragie de l'emploi et la casse industrielle !

Ce n'est pas par plus de flexibilité, de précarisation, de mobilité que l'on va créer une nouvelle dynamique des entreprises.

Il faut au contraire et de façon urgente mettre en place une véritable Sécurité sociale professionnelle pour l'ensemble des salariés.

C'est une rupture avec la logique de la rentabilité par une logique de revalorisation du travail qui est indispensable aujourd'hui.

Deux axes majeurs

- Donner une impulsion à la demande intérieure par la hausse des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux.
- Impulser une politique d'investissements productifs, de recherche, de formations qualifiantes, d'infrastructures.

Les luttes qui se développent dans de nombreuses entreprises avec un mouvement social qui porte les exigences revendicatives sont des éléments de confiance pour que les salariés se fassent entendre et imposent d'autres choix.

Priorité à l'action

Les journées nationales d'actions du 26 mai et 13 juin à l'initiative des huit organisations syndicales sont l'occasion d'exprimer le mécontentement et les revendications dans un cadre convergent et unitaire.

La CGT réclame un droit suspensif des CE sur les licenciements avec une période de deux à six mois pour examiner toutes les solutions alternatives.

La CGT propose une révision des mécanismes d'aides aux entreprises et leur conditionnement au changement de choix de gestion de l'entreprise. C'est 65 milliards d'euros en 2007. Imposer des critères transparents pour les investissements industriels.

La CGT revendique des augmentations de salaires moteurs économiques. Ceci avec un gel des dividendes aux actionnaires et une indemnité du chômage partiel à 100 % des journées de travail.

La CGT agit pour des droits nouveaux permettant d'intervenir sur les choix de gestion notamment par anticipation :

- ▣ mise en place de comités inter-entreprises entre sous-traitants et donneurs d'ordres ;
- ▣ présence de représentants des salariés dans les conseils de surveillance ou d'administration.

La CGT demande :

- ▣ une véritable mise en œuvre de réduction du temps de travail, la suppression de la loi TEPA sur les heures supplémentaires ;
- ▣ l'embauche des jeunes avec un plan de formation qualifiante devient urgente au regard des départs massifs à la retraite ;
- ▣ le départ anticipé pour les salariés effectuant des travaux pénibles.

De l'argent, il y en a et il pourrait y en avoir plus avec une revalorisation du travail et plus d'emplois !

L'industrie est nécessaire, utile pour le développement social et économique.

La CGT organise le 11 juin 2009 une conférence nationale sur l'enjeu de l'industrie en France, en Europe.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

- prendre contact
- me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La Cgt, espace Qualité de Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.